

Assistons-nous à la création d'un nouveau mythe?

En un sens, oui, bien qu'il soit encore loin d'égaliser l'ancien. Il serait peut-être plus exact de dire que la Thaïlande est en train d'affirmer sa personnalité foncièrement asiatique, qu'elle compte maintenant sur ses propres ressources et que, loin de pencher vers l'isolationnisme, elle attache plus d'intérêt aux liens avec ses proches voisins qu'à ses rapports avec des puissances éloignées.

Comme on l'a vu, la voie que suit maintenant la Thaïlande n'a rien d'absolu. Une fois débarrassée de ses tyrans militaires de façon typiquement thaïe (le roi et les étudiants agissant de concert), le pays a progressé graduellement et même plus lentement à certains égards qu'on ne le prévoyait en octobre dernier. Mais son orientation générale ne fait aucun doute.

Seni Pramoj, ancien premier ministre et démocrate royaliste au meilleur sens de ce terme en Thaïlande, faisait observer il y a quelques mois avec une joie mêlée de nostalgie: «Le peuple fut notre seule arme durant 27 ans. Tel un diable à ressort, nous resurgissons toujours. Je serais heureux même si la situation actuelle ne durait que trois jours, car elle se reproduirait constamment s'il le fallait».

Descendants des Thaïs libres

Seni parlait évidemment au nom des démocrates, parti d'opposition sous les divers régimes militaires qui se sont succédé après la Seconde Guerre mondiale. Assez mal organisés, ces démocrates sont les successeurs des Thaïs libres, mouvement fondé par Seni aux États-Unis durant la période de collaboration officielle de la Thaïlande avec le Japon pendant la guerre. Avocat, poète et historien culturel, pour lui le mouvement, le parti et le nouveau courant de libération thaïe sont les témoignages d'une tradition démocratique plus ancienne que la Grande Charte. Ils sont le noyau d'une élite démocratique à développer, si l'on veut assurer le succès d'un régime libéral dans ce pays où les rois, les généraux et les bureaucrates ont toujours tacitement encouragé l'autoritarisme politique. On assiste actuellement en Thaïlande à un conflit entre la tradition démocratique et le penchant autoritaire. Celui-ci a prévalu la plupart du temps, mais non sans exception, depuis le renversement de la monarchie absolue en 1932.

Après quelque vingt ans de rivalité entre le maréchal Pibul Songgram et M. Pridi Phanomyang (un libéral que certains Thaïs espèrent voir rentrer de Paris et jouer un rôle principal sous le nouveau régime), le maréchal Sarit Thanarat im-

posa un régime militaire corrompu à la Thaïlande en 1957. L'année suivante, il serra la vis en s'arrogeant le pouvoir absolu. Ses successeurs au pouvoir, de plus en plus voués à la réalisation des objectifs de guerre américains en Indochine, furent les maréchaux Thanom Kittikachorn et Praphas Charusathien. Eux aussi montèrent un coup d'État qui mit fin, en novembre 1971, à une brève expérience de partage limité du pouvoir avec une chambre basse du Parlement, élue par le peuple. Tout comme Sarit, ils se donnèrent un successeur en la personne du colonel Narong Kittikachorn, fils de Thanom et gendre de Praphas le dur.

Cette fois, cependant, les jours de la minorité dirigeante étaient comptés. La junte militaire commença à perdre sa raison d'être et son aplomb au fur et à mesure que les États-Unis réduisaient leur activité militaire au Vietnam, en dépit du fait que les bombardements du Nord Vietnam, de même qu'au Laos et au Cambodge, intensifiés par ordre du président Nixon, mirent plus que jamais à contribution en fin d'année 1971, en 1972 et au début de 1973, les B-52 et les chasseurs bombardiers de sept ou huit bases thaïes.

A la réflexion, il paraît douteux que les dirigeants militaires thaïs aient jamais possédé les qualités requises pour s'identifier avec la nation. Se sentant faibles et osant à peine espérer que l'époque de la dictature touchait à sa fin, les étudiants avec une ardeur politique tardivement éveillée chassèrent Thanom, Praphas et Narong d'une barricade à l'autre durant les journées tumultueuses des 13 et 14 octobre, pour les exiler finalement avec l'aide du roi.

Calendrier des élections

La réalisation de l'objectif d'une constitution démocratique par le gouvernement intérimaire du premier ministre Sanya Dharmasakti, toujours recteur de l'Université de Thammasat, prendra plus de temps qu'on ne le pensait. Sanya a démissionné en mai 1974, mais on l'a persuadé de diriger un nouveau gouvernement intérimaire où ne figure aucun militaire. Adoptée ou non de propos délibéré, cette mesure ouvre logiquement la voie à l'élection par le peuple d'un gouvernement constitutionnel, comme le faisait aussi la déclaration antérieure du roi décrétant la tenue d'une Convention nationale de 2,346 hommes et femmes, suivie immédiatement de l'élection par la Convention d'une Assemblée nationale intérimaire de 299 membres chargée d'approuver la nouvelle constitution dont l'adoption aura vraisemblablement lieu vers la fin de l'année. Les